



61 rue de Richelieu- 75002 PARIS- tel 01.40.15.82.68 - fax 01.40.15.85.99- sud@culture.fr

Il y a urgence à réclamer un autre système ! Luttons ensemble pour des droits pour tou-tes

Mobilisation Unedic, nous sommes tou-tes concerné-es

Les « partenaires sociaux » patronaux veulent tou-tes nous loger à la même enseigne :
celle des non-droits au chômage !

Leur proposition est dans la ligne des discours politiques et médiatiques visant à consolider l'idée qu'aucun autre modèle de société n'est possible, que ce sont les entreprises qui doivent être aidées (moins de "contraintes" sur les emplois parallèlement à plus de mise en concurrence des travailleur/ses), que les précaires sont des fraudeur/ses et des profiteur/ses. **Nous ne pouvons pas laisser cette idéologie se propager sans réagir.**

Aujourd'hui la discontinuité de l'emploi devient une norme, mais elle est généralement imposée, avec des conditions de travail de plus en plus dégradées.

Ce qui est refusé aux intermittent-es, aux intérimaires et à l'ensemble des travailleur/ses à emploi discontinu **est la possibilité de choisir.** Nous devrions accepter n'importe quel emploi. **La diminution des droits sociaux n'est pas guidée par des prétendus impératifs économiques, elle est utilisée pour restreindre les libertés.**

Discontinuité de l'emploi ne doit pas rimer avec perte de droits.

**Le choix est un droit,
il n'est pas le privilège des nantis.**

**C'est nous qui créons les richesses,
c'est à nous qu'elles reviennent !**

Amplifions la mobilisation, controns la propagande, faisons entendre nos revendications.
Les 12, 13 et 18 mars prochains en seront notamment l'occasion !

Une liste des mobilisations est régulièrement tenue à jour sur notre site <http://sud-culture.org>
Faites circuler les informations !

SUD Culture Solidaires, le 28 Février 2014

Assurance chômage UNEDIC 2014-2017



Ni régression, ni statu quo, mais des droits nouveaux !

Le chômage ne se réduit pas à un chiffre ni à une courbe : c'est la situation que vivent au quotidien de plus en plus de femmes et d'hommes, de familles. Les profits et les dividendes explosent mais le gouvernement et le patronat attaquent notre système de protection sociale. Cette dégradation se répercute sur l'emploi (salaires, conditions de travail), entraînant une généralisation de la précarité, une forte dégradation des conditions de vies pour une masse croissante de chômeur-euses et précaires.

La situation est exceptionnelle : presque 6 millions de chômeur-euses, DOM-TOM compris, toutes catégories confondues. Pourtant, **moins d'un-e chômeur-euse sur deux inscrit-e à Pôle Emploi** touche une indemnisation alors que l'UNEDIC prévoit 63 200 chômeur-euses de plus pour 2014 ! **Cette situation n'est plus tenable !**

Nous, organisations de chômeur-euses, précaires, intermittent-es et syndicats, exigeons de nouveaux droits pour tous. Pas de modifications à la marge, mais une refonte totale du système d'indemnisation, seule à même de répondre à l'urgence sociale !

**Nous refusons tout retour à la dégressivité et tout recul des droits des chômeur-euses !
Permettre un revenu suffisant à tou-te-s est possible grâce à une autre répartition des richesses !**

Cette réforme nécessite uniquement un peu de courage politique. Pour cela nous revendiquons :

- Un système d'indemnisation du chômage juste et équitable pour toutes et tous
- Un revenu personnel de remplacement décent pour toutes et tous, au minimum à hauteur de 80% du SMIC brut (allocations chômage et minima sociaux)
- L'ouverture du droit à l'indemnisation dès le 1^{er} jour travaillé
- Les chômeur-euses et précaires ne sont pas des fraudeur-euses : **arrêt immédiat des radiations-sanctions, des indus et des contrôles abusifs !**
- Le respect du droit à l'information des usagers par toutes les administrations
- L'arrêt des formations bidons ! **Plus de moyens pour des formations librement choisies**
- Un Pôle Emploi à visage humain : plus de moyens, plus d'effectifs, plus d'informations pour un vrai service public de l'emploi. **Stop à la sous-traitance et à la politique du chiffre !**
- Le rétablissement du fonds social pour les chômeur-euses
- Augmentation des cotisations patronales et **taxation substantielle de tout recours abusif aux contrats courts et précaires**
- L'élargissement du financement de l'UNEDIC en taxant tous les revenus du capital
- La consultation des associations de chômeur-euses et précaires partout où leur sort se décide

À l'appel des organisations de chômeur-euses, précaires et intermittent-es : AC !, APEIS, MNCP, CIP-IdF, Recours Radiations et des syndicats, Solidaires, Sud Emploi, Sud Culture Solidaires, FSU/SNU Pôle Emploi.

Nous appelons à des actions unitaires, notamment à chaque jour des réunions de négociations : mardi 28 janvier, jeudis 13 et 27 février, 13 mars

Pour connaître les rendez-vous locaux et autres journées de mobilisations : rendez-vous sur les sites des organisations signataires. N'hésitez pas à nous contacter !